



LES SERVICES PUBLICS
AU SERVICE DE LA SOCIÉTÉ !



Déclaration liminaire de la FSU CHSCTA du lundi 26 avril

Monsieur le recteur,

Aujourd'hui, les écoles accueillent les élèves et les problématiques déjà soulevées au fil de nos instances sont encore présentes. Le « démerdentiel » est toujours de mise.

Heureusement, les congés ont permis à tous de récupérer ... un peu, mais pas complètement. Ceci était une obligation en plus d'être une nécessité, car il va falloir tenir dans des conditions encore difficiles jusqu'à la fin de l'année scolaire !

Durant ces 3/4 jours d'enseignement à distance et ces deux semaines de congés, les minimales annoncées ne permettent pas de rendre sereine cette reprise !

Les mesures de CO₂, pourtant préconisées par le haut conseil de la santé publique, vont être impossibles à effectuer car aucun capteur n'a été livré et installé.

Lors de notre dernière instance, la FSU vous a fait part des inquiétudes des personnels travaillant en maternelle. Aujourd'hui, aucune avancée pour ces personnels de maternelle ! C'est la boule au ventre qu'ils et elles ont fini leurs congés et pris le chemin de l'école ce matin avec beaucoup de professionnalisme.

Ce n'est pas en donnant des autotests aux personnels que les risques sont écartés.

La fiche repère sur l'aération des locaux est plus inquiétante que rassurante ... et oui, les microgouttelettes restent en suspension dans l'air, nous le savions déjà, mais maintenant c'est écrit !

Le virus est toujours présent dans notre académie, les taux d'incidence sont toujours très élevés, les départements de l'Aisne et l'Oise font d'ailleurs partie des départements aux modalités de reprise différentes. Dans l'ensemble des départements concernés par le renforcement des mesures sanitaires, les classes fermeront désormais systématiquement à partir d'un cas positif, tous niveaux scolaires confondus (primaire, collège, lycée) et dans les écoles maternelles et élémentaires, le brassage entre différentes classes n'est plus possible.

Il est à craindre que beaucoup de classes soient amenées à fermer et donc que beaucoup d'élèves se retrouvent à la maison : Quid de la situation des parents devant à nouveau assurer la garde de leurs enfants de moins de 16 ans ? Quid du traitement des demandes d'autorisation spéciale d'absence pour garde d'enfant(s) de moins de 16 ans ? Quid des enfants déjà à l'école ou que les parents prioritaires ou non ne pourront pas venir récupérer lors qu'une classe n'est pas remplacée ?

Pour rappel, les nouveaux masques ne sont pas encore tous parvenus aux personnels. Mais peut-être que la livraison des autotests permettra de combler ce retard.

Les autotests vont nécessiter des livraisons fréquentes. Comment se fait-il d'ailleurs que certains personnels (les AESH dans le premier degré entre autres...) soient exclus de la première livraison ?

Y-a-t-il des risques inhérents à la pratique fréquente de autotests COVID, des préconisations indispensables pour éviter les faux négatifs ... ?

A ce jour, deux semaines de réassort ont été livrées au rectorat à raison de 2 autotests par semaine pour les enseignants. Qu'est-il prévu pour les autres personnels des écoles, des EPLE et des services académiques sous votre responsabilité monsieur le recteur ? D'autres commandes sont-elles déjà passées ?

Le recrutement de médiateurs a-t-il commencé afin d'assurer, dans les lycées, la gestion de la réalisation des autotests pour les élèves ? La FSU rappelle que seuls les personnels volontaires peuvent aider à la gestion de ces passages d'autotests. Quel type de formation sera proposé aux volontaires ? Quels EPI leur seront fournis ? La FSU exige que la formation et les EPI soient fournis avant le 10 mai, date de début des autotests lycéens.

Le temps consacré par ces volontaires sera-t-il rémunéré ?

Concernant la vaccination, que dire de plus que ce qui a déjà été dit ! La majorité des personnels n'est toujours pas vaccinée.

Toutes les personnes de 55 ans et plus peuvent se faire vacciner depuis le 12 avril et la priorité a été donnée aux personnels de l'éducation nationale qui ont 55 ans et plus à partir du 17 avril, d'autant plus les créneaux prioritaires proposés sont restreints et sur des heures de cours ... de quoi rire jaune encore une fois.

La FSU s'indigne d'apprendre que des chefs d'établissement, obligent les personnels à prendre rendez-vous en dehors des obligations réglementaires de service.

Les courriels du rectorat envoyés aux personnels concernés ont eu le mérite d'avoir existé car malheureusement, certains n'ont pas ouvert leurs mails professionnels, les messages comportaient des coquilles ou oublis de lieux de vaccination...

Pour beaucoup, le même sentiment d'incompréhension est toujours présent ... et certains, pour la première fois, disent : « je n'ai pas envie de reprendre ... alors que ça fait 3 semaines qu'on n'a pas eu les élèves ... » !

Cette rentrée en présentielle seulement pour les écoles a aussi mis en difficulté beaucoup de personnels. Ils.elles ont été confronté.es à la difficulté de savoir comment allait se faire la reprise de leurs enfants collégiens, certains ont reçu des refus d'ASA. La difficulté a aussi été accentuée par l'impossibilité de contacter le collège pendant les congés pour connaître les horaires d'accueil ou simplement savoir si c'était un collège pôle d'accueil. La page du site du rectorat n'était toujours pas actualisée samedi 24 avril après-midi !

Les annonces à petits bonds du ministre qui préconise ici les cours en extérieur, ou là d'essayer de ne plus manger à la cantine... nous laisse perplexe, est-ce que tout se décide à coup de « chifoumi » ?

Pour la FSU, les cours en extérieur suggérés si les conditions matérielles et climatiques le permettent, posent toujours problème. Qui se charge de la manutention : déplacer les tables, les chaises ... ? Pas les élèves sinon la responsabilité en cas d'accident sera rapidement engagée. Les conditions d'enseignement ne peuvent qu'être détériorées en l'absence de matériels tels qu'un tableau, un ordinateur ...

Plutôt que de répondre à la problématique de gestion des cantines, le ministre demande à ce que les élèves mangent de préférence chez eux. Dans le cas de lycéens, cela se traduira par des repas pris dans les couloirs, si les conditions météorologiques ne permettent pas de manger en extérieur. Ceci était déjà le cas avant le 6 avril dans beaucoup d'établissements.

La FSU constate que le protocole à appliquer pour signaler un cas positif est toujours très chronophage pour les directions d'école, la gestion des retours des élèves après éviction va aussi être extrêmement compliquée.

La FSU aurait aussi pu parler du manque de remplaçants qui va sans doute perdurer, de la non répartition des élèves en cas d'absence d'un enseignant, de la pratique de l'EPS, du télétravail, des personnels vulnérables ...

La FSU déplore que le ministre de l'éducation nationale se soit adressé le 22 avril aux personnels enseignants en amont de la rentrée des vacances de printemps et que les personnels non enseignants soient quasi systématiquement évincés de toute reconnaissance alors que leur implication au service de toutes et tous dans notre service public d'éducation est sans faille malgré des conditions de travail largement bousculées.

La FSU souhaite, lors de cette instance, aborder de la situation particulière d'un lycée technique et professionnel d'Amiens et vous alerter sur la situation d'un lycée professionnel de Saint Quentin.

In fine, pour la FSU, dans ce contexte, comment apprécier le jeu de marelle du ministre de l'éducation nationale, largement repris par les médias autrement que comme une défiance vis-à-vis de toute la communauté scolaire !